

**LE PROJET DE LOI 125 :
UNE MENACE AUX DROITS DES GRANDS-PARENTS ?**

ALAIN ROY

Docteur en droit

Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Montréal

18 novembre 2005

© Tous droits protégés. Toute reproduction, totale ou partielle, de ce texte de conférence peut être effectuée à la condition que l'on en divulgue expressément la source, avec référence au titre, de même qu'au nom de l'auteur.

Texte de conférence¹

Lorsqu'on m'a invité à participer à ce panel, j'ai accepté sans hésitation et avec beaucoup d'enthousiasme. J'ai toujours eu beaucoup de respect et d'admiration pour les grands-parents et les aîné(e)s en général. J'étais, jusqu'à tout récemment, président d'un Centre de santé et de services sociaux (CSSS) qui assure l'hébergement de près de mille bénéficiaires en CHSLD. J'ai donc eu le privilège de constater par moi-même l'immense richesse qu'incarnent les aîné(es) du Québec, parmi lequel(le)s on compte évidemment de nombreux grands-parents.

Je considère que les grands-parents jouent un rôle tout à fait déterminant dans le développement socioaffectif de leurs petits-enfants. Dans l'histoire contemporaine, jamais le support des grands-parents n'a d'ailleurs été aussi important qu'il ne l'est aujourd'hui. C'est du moins ce que révèlent les recherches scientifiques qui ont été effectuées ces dernières années.

Je suis personnellement bien placé pour appuyer les constats dégagés par les chercheurs puisque mon épouse, mes enfants et moi-même avons l'opportunité d'habiter la maison ancestrale en cohabitation intergénérationnelle avec mes parents. J'ai l'intime conviction que le plus beau cadeau que je puisse offrir à mes filles aujourd'hui âgées de 5 et 10 ans, c'est le contact quotidien avec leurs grands-parents que leur procure cette cohabitation. Il faut voir les accolades au retour de l'école et

¹ Le présent document correspond à la conférence prononcée par l'auteur lors d'une rencontre publique organisée par l'Association des grands-parents du Québec le 18 novembre 2005. Il ne faut donc pas s'étonner du style oral et parfois anecdotique du texte et de l'absence de notes infrapaginales. Pour une présentation littéraire et soutenue des problématiques abordées par l'auteur, voir Alain ROY, *L'adoption en droit québécois. Droit interne et international*, Montréal, Wilson & Lafleur, à paraître au début de l'année 2006.

l'intense complicité qui les unit. Ce sont là des images qui resteront gravées dans la mémoire de mes enfants pour le reste de leur vie et qui contribueront, j'en suis convaincu, à leur équilibre futur.

On m'a demandé de vous entretenir d'adoption en lien avec les modifications que le gouvernement s'apprête à apporter à la *Loi sur la protection de la jeunesse* par le Projet de loi 125.

Je vous propose un exposé en trois parties.

Une première partie descriptive dans laquelle je présenterai brièvement le cadre juridique de l'adoption au Québec, notamment en regard des droits qui vous sont conférés à titre de grands-parents par le *Code civil du Québec*.

J'aborderai ensuite le Projet de loi 125 en dressant, le plus clairement possible, un portrait des principales dispositions qui y sont contenues et, bien sûr, des implications que le projet pourrait avoir sur vos droits.

Enfin, je conclurai par certaines observations critiques qui, je l'espère, contribueront à alimenter votre réflexion et à accroître votre mobilisation face aux intentions du gouvernement du Québec.

1. Le cadre juridique de l'adoption au Québec

Au Québec, la toute première loi sur l'adoption remonte au milieu des années 1920, à l'époque où les orphelinats débordaient littéralement d'enfants. Le gouvernement s'était

jusqu'alors refusé d'autoriser l'adoption pour des raisons religieuses. On considérait l'enfant comme un don de Dieu et, selon l'Église, on ne pouvait se défaire de ce qu'on avait reçu de Dieu. Les enfants étaient donc condamnés à demeurer dans les institutions publiques ou religieuses jusqu'à leur majorité. Fort heureusement, l'État s'est finalement affranchi de ce dogme religieux dans le meilleur intérêt des enfants concernés.

Fait à noter, les enfants qui s'entassaient dans les orphelinats et qu'on pouvait désormais confier à des familles d'adoption n'avaient jamais connu leurs parents biologiques. On était à l'époque des « filles-mères » qui étaient fortement incitées à donner leur enfant à l'adoption dès sa naissance pour des motifs qui relevaient essentiellement des normes sociales et religieuses. En somme, l'enfant était retiré à sa mère immédiatement après l'accouchement ou dans les jours suivants.

Bien entendu, les règles juridiques relatives à l'adoption ont évolué depuis la toute première loi, notamment sur le plan de la procédure. Toutefois, les fondements même de l'adoption sont restés les mêmes. Pourtant, les réalités de l'adoption ont, quant à elles, beaucoup évolué depuis les années 20.

Aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus d'enfants confiés dès leur naissance aux services sociaux aux fins d'adoption. La preuve en est que les couples qui veulent adopter un nouveau-né d'origine québécoise doivent attendre des années avant de recevoir une proposition d'adoption d'enfant. Ceux et celles qui ne veulent pas attendre – la très grande majorité – se tournent plutôt vers l'adoption internationale.

Ce n'est pas dire qu'il n'est plus possible d'adopter un enfant d'origine québécoise. Seulement, le profil de l'enfant adoptable n'est plus du tout le même. Il ne s'agit plus de nouveau-nés, mais d'enfants généralement âgés de plus de deux ans que le directeur de la protection de la jeunesse (ci-après nommé le DPJ) considère à risque ou exposé à l'abandon par leurs parents biologiques. Or, à la différence des enfants d'autrefois, les enfants d'aujourd'hui ont été en lien et en contact direct avec leurs parents biologiques et les membres de leur parenté d'origine. Dans plusieurs cas, ils ont entretenu des liens affectifs très significatifs avec leurs grands-parents biologiques.

Dans la mesure où des postulants à l'adoption acceptent de relever le défi que représente la prise en charge d'un enfant considéré à risque ou exposé à l'abandon par le DPJ, ils pourront s'inscrire dans le programme connu sous le nom de «Banque mixte». Ils seront alors appelés à héberger l'enfant à titre de famille d'accueil, dans l'espoir de l'adopter le plus rapidement possible. L'enfant qui leur sera confié n'est pas adoptable dans l'immédiat, mais pourrait fort bien le devenir à court ou moyen terme. L'appellation « Banque mixte » se comprend donc du fait que la famille agit dans un premier temps en qualité de famille d'accueil, mais pourrait éventuellement se transformer, dans un second temps, en foyer d'adoption, si l'enfant devient adoptable.

Comment un enfant devient-il adoptable en droit québécois? Deux voies différentes peuvent mener à l'adoption : le consentement des parents biologiques et le prononcé d'une déclaration d'admissibilité à l'adoption par la Cour du Québec. Cette deuxième voie sera utilisée lorsque les autorités ne parviennent pas à obtenir le consentement des parents biologiques, alors qu'ils considèrent l'adoption comme étant l'option qui servirait le mieux l'intérêt de l'enfant. Dans une telle hypothèse, le DPJ s'adressera généralement au tribunal et tentera de lui démontrer que les parents biologiques sont dans l'incapacité

de prendre en charge leur enfant et de lui procurer les soins et la stabilité dont il a besoin.

Appliquons maintenant ces règles théoriques à une situation pratique. Prenons, par exemple, le cas d'un enfant né d'un couple aux prises avec des problèmes de toxicomanie et d'alcool. En raison de ces problèmes, l'enfant est victime de violence. Un jour, alors que l'enfant a 3 ou 4 ans, un signalement est fait au DPJ. Après enquête, l'enfant est retiré de sa famille d'origine pour être confié à une famille d'accueil. Cette famille d'accueil est inscrite au programme de la «Banque mixte» et souhaite vivement adopter l'enfant.

Quelques mois plus tard, les parents biologiques rencontrent l'intervenant social responsable du dossier et lui démontrent qu'ils se sont repris en mains et qu'ils sont maintenant en mesure de prendre soin de leur enfant. Ils demandent donc de récupérer leur enfant, ce à quoi l'intervenant social fait droit. Un moment de grande réjouissance pour les parents biologiques, mais un véritable drame pour la famille d'accueil qui espérait adopter l'enfant. Quant à l'enfant lui-même... la « partie de ping-pong » ne fait que commencer...

Un mois plus tard, les parents biologiques rechutent. Un nouveau signalement est fait au DPJ. et l'enfant est une fois de plus retiré de son milieu. Entre-temps, la première famille d'accueil qui souhaitait adopter l'enfant a changé ses projets et s'est tournée vers l'adoption internationale. L'enfant est donc confié à une deuxième famille d'accueil.

Quelques semaines s'écoulent. Les problèmes de toxicomanie et d'alcoolisme des parents biologiques s'accroissent. Après avoir réévalué le dossier, l'intervenant social

avise alors les parents qu'il serait opportun de consentir à l'adoption de leur enfant afin qu'on puisse lui assurer une stabilité à laquelle il ne peut actuellement prétendre. Dûment informés des conséquences de l'adoption, les parents opposent un refus catégorique. Dès lors, l'intervenant se tourne vers la deuxième voie menant à l'adoption et demande au tribunal de prononcer une déclaration d'admissibilité à l'adoption.

Dans l'hypothèse où le tribunal accueille la requête, l'enfant deviendra adoptable. Le processus d'adoption à proprement parler s'enclenchera et, quelques mois plus tard, un jugement d'adoption sera rendu.

Qu'est-ce qu'implique exactement l'adoption en termes de conséquences juridiques? Pour l'essentiel, on peut dégager trois grandes conséquences, toutes liées les unes aux autres :

Première conséquence : l'adoption entraîne la rupture définitive du lien de filiation d'origine. La rupture est totale ou pleine et c'est pourquoi on qualifie l'adoption québécoise de « plénière ».

Deuxième conséquence: un nouvel acte de naissance est rédigé et remplace l'acte de naissance d'origine au registre de l'état civil. Le nom des parents biologiques disparaît de l'acte et l'enfant changera généralement de nom pour prendre celui de ses parents adoptifs, surtout s'il est en bas âge.

Troisième conséquence : la rupture irréversible du lien de filiation biologique resitue l'enfant sur un nouvel axe généalogique. En d'autres termes, la coupure du lien de

filiation biologique entraîne l'effacement de tous les membres de la parenté d'origine de l'enfant, notamment de ses grands-parents biologiques.

Et c'est là que le bât blesse. Comme vous avez pu le constater, l'enfant dont il est ici question n'est pas un nouveau-né qui n'a jamais vu le visage de sa mère et de son père biologiques, encore moins de ses grands-parents – comme c'était le cas il y a 70 ans – , mais d'un enfant âgé de 3, 5 ou 9 ans. Dans une telle perspective, on peut légitimement s'attendre à ce que l'enfant ait développé une relation étroite avec certains membres de sa parenté d'origine, notamment avec ses grands-parents biologiques. Parfois, les grands-parents seront d'ailleurs ses seuls et uniques repères identitaires. Si les parents de l'enfant leur en refusaient l'accès pour des motifs injustifiés, les grands-parents se seront peut-être même débattus en Cour supérieure pour obtenir des droits de visite sur la base de l'article 611 du Code civil:

Art. 611 Les père et mère ne peuvent sans motifs graves faire obstacle aux relations personnelles de l'enfant avec ses grands-parents. À défaut d'accord entre les parties, les modalités de ces relations sont réglées par le tribunal.

Or, compte tenu de la troisième conséquence ci-dessus décrite, ces droits de visite, le cas échéant, vont tout simplement s'éteindre avec l'amorce du processus d'adoption. Au sens de la loi, l'enfant deviendra un étranger vis-à-vis de ses grands-parents biologiques et vice-versa.

Malgré ces lourdes conséquences, les grands-parents bénéficieront de très peu de droits durant les procédures d'adoption. Selon la jurisprudence, ils ne pourront revendiquer le droit de recevoir signification des différentes requêtes menant à l'adoption. Lors des audiences, ils n'auront pas automatiquement droit de parole. Rien

n'obligera le tribunal à les entendre. Il leur reviendra de convaincre le juge qu'ils ont des choses à dire et qu'il serait pertinent qu'on entende leur point de vue. Un bien lourd fardeau pour des personnes âgées exposées à l'une des plus profondes déchirures existentielles de leur vie.

Bref, au terme de l'adoption, les grands-parents perdront leur petit-enfant. Pire, le petit-enfant perdra ses grands-parents, en dépit des liens étroits qui auront pu se développer dans le passé.

Bien sûr, les grands-parents pourront toujours s'adresser à la Cour supérieure à la suite du jugement d'adoption pour obtenir de nouveaux droits d'accès mais ils auront, comme n'importe quel autre tiers, le fardeau de démontrer qu'il en va de l'intérêt de l'enfant. Ils ne pourront plus s'en remettre aux termes de l'article 611 du Code civil qui établit une présomption en leur faveur, puisque cet article ne concerne que les grands-parents. Or, avec le jugement d'adoption, est-il utile de le répéter, les grands-parents biologiques auront perdu leur statut.

2. Les impacts du Projet de loi 125

Le Projet de loi 125 modifiant la *Loi sur la protection de la jeunesse* améliorera-t-il le sort des grands-parents? Absolument pas. En fait, les choses pourraient même empirer. En vertu du Projet de loi 125, la durée d'un hébergement en famille d'accueil ne pourra plus dépasser 12 mois si l'enfant a moins de deux ans, 18 mois s'il est âgé de 2 à 5 ans et 24 mois s'il a atteint l'âge de six ans.

Actuellement, de tels délais ne sont nullement imposés, l'intervenant social pouvant prendre tout le temps qu'il estime nécessaire pour évaluer les besoins de l'enfant, au cas par cas.

Eu égard aux nouvelles règles, dans le cas où, à l'expiration des nouveaux délais prescrits, l'intervenant social constate que les parents biologiques ne peuvent assumer leurs responsabilités et qu'il est peu probable qu'ils pourront éventuellement procurer à l'enfant un cadre familial adéquat, il lui faudra s'adresser au tribunal pour demander une ordonnance visant à doter l'enfant d'un plan de vie permanent. Ce plan de vie pourra prendre deux formes. Autrement dit, deux options seront à la disposition du tribunal:

Première option : le tribunal pourra procéder à la nomination d'un tuteur à l'enfant, tuteur auprès de qui l'enfant évoluera jusqu'à sa majorité. En fait, cette première option équivaut à un placement en famille d'accueil, mais un placement permanent. L'enfant y sera hébergé jusqu'à sa majorité. Manifestement, on recherche la stabilité de l'enfant et on veut mettre fin au « ballottage ».

Cette première option comporte un élément positif et un élément négatif. D'abord, l'enfant « demeurera l'enfant de sa famille d'origine ». Le nom de ses parents biologiques ne sera pas effacé de son acte de naissance. De même, ses grands-parents biologiques resteront ses grands-parents et pourront faire valoir les droits que leur confère le Code civil. La « brisure existentielle » que j'ai évoquée il y a quelques minutes n'aura donc pas lieu.

L'élément négatif correspond au doute que l'on peut entretenir sur le degré d'intégration de l'enfant au sein d'une famille d'accueil. Comme l'indique le terme, une famille

d'accueil a pour mission d'« accueillir » l'enfant, le temps qu'il acquiert son autonomie. Qu'on le veuille ou non, l'enfant y est hébergé. Sur le plan psychologique, il ne pourra que difficilement s'identifier et s'intégrer à cette famille. S'il s'agit d'un enfant et non d'un préadolescent, il est fort probable que le tribunal rejette cette première option et se tourne plutôt vers la deuxième, soit l'adoption.

Cette deuxième option comporte elle aussi un élément positif et un élément négatif, voire dramatique. Il est vrai que l'enfant adopté intégrera une vraie famille et héritera de nouveaux parents et non d'un simple tuteur instrumental. Il bénéficiera d'une nouvelle filiation, d'une nouvelle appartenance familiale. Sur le plan psychologique, le fait d'appeler un homme « papa » et une femme « maman » n'a rien d'anodin.

Mais comment réagir devant la rupture définitive et irréversible du lien de filiation biologique que provoque l'adoption? L'effacement complet et total de toute la parenté d'origine de l'enfant, notamment de ses grands-parents biologiques, peut être extrêmement dommageable. Nul besoin d'en rajouter pour vous en convaincre.

Le Projet de loi 125 n'est donc pas satisfaisant. Il s'agit projet de loi incomplet, déposé à la hâte dans les semaines qui ont suivi la sortie du film de Paul Arcand. Certes, ce projet est susceptible de mettre fin au « ballottage » des enfants dénoncé dans le film de Monsieur Arcand, mais sans offrir d'alternative adéquate qui permettrait de concilier deux besoins nullement contradictoires : d'une part, le besoin de stabilité de l'enfant à court et moyen terme auquel une vraie famille d'adoption est à même de répondre et, d'autre part, le besoin de l'enfant de conserver ses repères identitaires et de maintenir, dans la mesure du possible, des liens affectifs avec les membres de sa famille d'origine, dont ses grands-parents biologiques.

Pourtant, l'alternative qui permettrait de concilier ces deux besoins existe et s'appelle l'« adoption simple ». L'adoption simple existe dans plusieurs pays, notamment la France et la Belgique. Contrairement à l'adoption « plénière » telle qu'on la connaît au Québec, l'adoption simple permet la *coexistence* des liens de filiation biologiques et adoptifs. Le jugement d'adoption simple n'efface pas le passé de l'enfant. L'enfant n'est pas envisagé comme une cassette vierge sur laquelle on peut tout effacer et réimprimer ce que l'on désire. En fait, l'acte de naissance original demeure, mais on y inscrit le nom des nouveaux parents adoptifs. Au terme de la procédure d'adoption, l'enfant hérite tout simplement d'un nouveau lien de filiation qui viendra s'ajouter au premier.

Concrètement, l'enfant évoluera au sein de sa famille adoptive qui pourra lui procurer un milieu de vie stable où il pourra s'épanouir auprès de véritables parents de substitution. Eux seuls seront d'ailleurs habilités à exercer l'autorité parentale, sans que les parents biologiques ne puissent s'arroger le droit de maintenir un contact avec l'enfant ou s'interposer dans les décisions le concernant. Toutefois, l'enfant gardera l'ensemble de ses liens d'origine et de ses repères identitaires. Il en conservera toujours la trace puisque son acte de naissance en fera état. S'il est dans son intérêt de maintenir des contacts avec certains membres de sa famille biologiques, le tribunal pourra rendre les ordonnances en conséquence. Dans la perspective d'une adoption simple, vous l'aurez compris, les grands-parents biologiques resteront les grands-parents biologiques et conserveront les prérogatives que leur accorde l'article 611 du Code civil.

3. Quelques réflexions critiques...

Je terminerai rapidement avec quelques commentaires critiques. Depuis un certain temps, on remarque que les gouvernements, tout parti confondu, adoptent des lois sous

l'impulsion des groupes de pression ou à la suite de l'éclatement d'une problématique sur la place publique. Une telle réalité doit être dénoncée. Il est anormal qu'il faille attendre un coup d'éclat médiatique pour que les choses bougent et que la machine se mette en marche. Le film de Paul Arcand a fait réagir les politiciens et c'est tant mieux.

Il y a toutefois des effets pervers aux grands coups médiatiques. Désireux de mettre rapidement « le couvercle sur la marmite », le gouvernement agit trop rapidement, sans se donner le recul nécessaire, sans prendre le temps d'étudier en profondeur les impacts sociologiques, psychologiques, anthropologiques et éthiques des mesures législatives qu'il propose. Or, le Projet de loi 125 s'inscrit dans cette mouvance.

Il me semble que les enfants du Québec méritent mieux qu'une réforme adoptée à la hâte pour faire taire la critique et satisfaire la galerie. Je pense qu'il n'est pas trop tard pour réagir et ralentir la cadence. Si on a pris deux ans pour étudier les impacts du virage à droite au feu rouge, on peut bien prendre tout le temps nécessaire pour dégager, avec toute la rigueur nécessaire, les mesures qui protégeront le mieux les enfants du Québec.

* * * * *